

**FONDS LOGEMENT UNIQUE DE LA LOIRE**

**CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE  
AU LOGEMENT ET DE MEDIATION LOCATIVE**

- Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,
- Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,
- Vu la loi relative aux libertés et responsabilités locales n° 2004-809 du 13 août 2004,
- Vu la loi n° 2006-87 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,
- Vu la Convention départementale portant création du Fonds Logement Unique de la Loire signée le 18 septembre 2002,
- Vu la charte de l'Accompagnement Social Lié au Logement signée le 23 juin 1997,
- Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 17 février 2006,
- Vu les décisions du Comité Responsable du Plan en date du 23 novembre 2006.

\*\*\*\*\*

La présente convention est conclue entre :

**D'une part,**

**Le Département de la Loire**, 2 rue Charles de Gaulle, 42022 Saint-Étienne Cedex, représenté par Monsieur le Président du Conseil général, dûment habilité par décision de la Commission permanente en date du 4 février 2008.

**Et d'autre part,**

**L'association RENAITRE**, 17 rue Ferdinand, 42000 SAINT-ETIENNE (Tél :04-77-49-04-59), représentée par Monsieur Jean-François MEUNIER, Directeur, ayant pleins pouvoirs aux fins de la présente convention, ci après désigné "le contractant".

Il est convenu ce qui suit,

**Préambule :**

L'association RENAIRE propose des solutions de logement en sous-location ou bail glissant, avec un accompagnement social spécifique. Elle intervient au titre de l'aide à la médiation locative pour les ménages les plus démunis en lien direct avec les dispositifs du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées.

A ce titre, elle répond aux attentes des partenaires engagés dans la recherche de solutions de logement durables pour le public qu'elle accueille.

**Article 1<sup>er</sup> - Objet de la présente convention**

---

La présente convention a pour objet de verser une subvention à l'association RENAIRE afin de soutenir la réalisation, à la date d'effet de la présente convention, de l'action suivante :

**Accompagnement social intensif de ménages en grandes difficultés relevant du PDALD et pour lesquels l'accès au logement nécessite une étape intermédiaire par le biais d'une sous-location ou d'un bail glissant.**

**Article 2 - Engagements du contractant**

---

**Le contractant s'engage à réaliser un accompagnement spécifique lié au logement dans les conditions suivantes :**

**2.1. Ménages concernés**

Cela concerne des ménages ayant connu des échecs multiples et étant en difficulté pour construire un projet dans le temps. Ils sont orientés par les CLT, les travailleurs sociaux, les associations, les CHRS ou repérés lors de leur passage à l'association RENAIRE.

**2.2. Durée de l'action**

La prise en charge se décompose en deux étapes :

\* Première phase : période moyenne de 6 mois à un an pendant laquelle l'association est titulaire du bail du logement

- un engagement tripartite de sous-location en bail glissant est passé entre le bailleur, l'occupant et l'association RENAIRE sur l'intégration dans le logement,
- l'usager paye les charges réelles correspondant au logement. La déduction de l'aide au logement est effectuée.

\* Deuxième phase : mise en œuvre du "bail glissant"

- le bénéficiaire devient locataire en titre, si le bail ne peut pas "glisser" : la recherche d'un autre logement correspondant sera effectuée,

- l'association maintient l'accompagnement sur une moyenne de 6 mois avec relais au service instructeur.

### **2.3. Contenu de l'action**

L'association RENAIRE s'engage :

#### **2.3.1 - Au titre de l'Accompagnement social lié au logement :**

- à prendre en charge dans le dispositif 8 ménages dans l'exercice avec pour objectif de permettre l'accès à un logement durable, dans les secteurs publics et privés sur les arrondissements de Saint-Etienne et Montbrison.

#### **2.3.2 - Au titre de l'aide à la gestion locative des baux glissants ou sous location :**

- à mettre à disposition les logements nécessaires à la mission d'accompagnement social lié au logement, soit une prévision annuelle de 6 logements sur une moyenne de 9 mois chacun.

### **2.4. Collaboration avec les différents partenaires**

La mise en œuvre de l'accompagnement social s'effectuera en étroite collaboration avec les diverses associations ou services à l'origine de la demande. Une recherche de relais sociaux sera faite une fois l'installation dans le logement.

Des liaisons seront faites avec le Fonds Logement Unique, les Commissions Logement Territorialisées, le Fichier départemental des demandeurs de logement prioritaires et les Commissions Logement Uniques.

Quelle que soit la cause d'achèvement anticipé de l'accompagnement social du fait du bénéficiaire, le contractant en informera immédiatement le gestionnaire.

### **2.5. Encadrement et intervenants**

La prestation est assurée par un travailleur social diplômé d'Etat, dont l'intervention s'effectue au siège de l'association, au domicile des personnes ou au plus près des publics et des partenaires locaux.

Le contractant assure l'encadrement et la formation des personnels et la continuité de l'action en adaptant l'organisation des moyens. Il s'engage à informer le gestionnaire des arrêts de travail des salariés intervenant dans cette action ainsi que des modalités prévues pour leur remplacement.

### **Article 3 - Engagements du Département de la Loire**

---

Le Département s'engage à financer l'action de l'association RENAIRE qui s'inscrit, au titre du Fonds Logement Unique, dans le cadre du programme d'actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées.

## **Garanties données par le Fonds Logement Unique**

La prise en charge des impayés locatifs en cas de défaillance du locataire concerne uniquement la période de co-signature du bail.

Les dégradations éventuellement occasionnées et ce uniquement pendant la période de co-signature du bail glissant, seront examinées au cas par cas par le Comité Responsable du Plan, sur présentation de justificatifs.

La prise en charge de la période de vacance du logement est limitée à un mois à partir de l'engagement de l'association à signer le bail de location.

## **Article 4 - Dispositions financières**

---

### **4.1. Participation du Fonds Logement Unique**

Le Département de la Loire versera une subvention **pour un montant de 17 550,00 € TTC sur une période de 10 mois** répartis comme suit :

- **Au titre de l'ASLL**, le Fonds Logement Unique assure le financement de l'action pour **un montant de 15 360,00 € TTC** correspondant à une moyenne de 8 suivis mensuels (**96 mois x 160,00 €**),
- **Au titre de l'aide à la gestion locative des baux glissants**, un forfait de **365,00 € par logement** sera accordé sur la base du glissement effectif du bail du logement ou location directe soit un financement prévisionnel de **2 190,00 € TTC pour 6 logements**

Un logement ne pourra être financé qu'une seule fois.

### **4.2. Echancier de paiements**

Les règlements seront réalisés selon l'échéancier suivant :

- versement d'un acompte de 30 % du montant prévisionnel de l'action engagée dès la signature de la convention, **soit 5 265,00 € TTC**.
- versement d'un 2<sup>ème</sup> acompte de 30 % à l'issue d'une période de 6 mois, sur production d'un bilan intermédiaire et des documents justificatifs,
- versement du solde à l'échéance de la convention sur présentation du rapport final d'activité.

La subvention inclut les frais afférents au poste de travailleur social, la logistique et déplacements.

Dans l'hypothèse d'une dépense réelle inférieure, la subvention sera réajustée en conséquence.

Le comptable assignataire des paiements est Madame le Payeur départemental, 22 rue Balay  
42022 Saint-Etienne.

**Article 5 - Suivi et évaluation des missions subventionnées**

---

Les parties sont tenues à une concertation régulière pendant toute la durée de la convention.

Le contractant s'engage à compléter chaque mois les "grilles de suivi" qui lui auront été fournies et à les transmettre par courrier électronique au PDALD, au Conseil général (SDPS), et aux CLU concernées.

Une réunion/bilan aura lieu au cours du 9<sup>ème</sup> mois de l'exercice avec les membres de l'équipe technique du PDALD. Avant cette date, le contractant devra fournir un bilan écrit de l'action, portant sur les aspects qualitatifs et quantitatifs.

Ce bilan effectué au plus tard 3 mois avant la date d'échéance, permettra à chacune des parties de prendre toutes dispositions à l'échéance de celui-ci, et notamment au gestionnaire de prononcer l'admission des prestations réalisées au titre de la présente convention.

**Article 6- Contrôle des fonds alloués** (Article 10 de la loi du 12 avril 2000/Arrêté du 11 octobre 2006/ Art. 1611-4 CGCT)

---

Le cocontractant est tenu de fournir au Département, une copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de des activités subventionnées.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, le cocontractant doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention dans les conditions prévues par l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 alinéa 4 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

**Article 7 - Durée de la convention**

---

La présente convention produira ses effets à compter de sa notification aux parties et expirera le 31 décembre 2008.

Dans tous les cas d'achèvement anticipé de l'action tels que visés aux articles 9 et 10 le paiement du contractant se fera au prorata du niveau de réalisation de l'action.

**Article 8 - Interdiction de reversement de la subvention allouée** (Décret - loi 2 mai 1938)

---

La subvention est attribuée à l'association RENAITRE, qui ne pourra reverser à un tout autre organisme tout ou partie des fonds alloués.

### **Article 9 - Dénonciation**

---

Le Département se réserve la faculté de dénoncer la présente convention, à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, après un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 10 - Résiliation**

---

Le Département se réserve la faculté de résilier la présente convention si le contractant ne remplit pas ses obligations, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette mise en demeure reste infructueuse dans un délai de 15 jours, la résiliation prendra effet à l'expiration du délai. La lettre résiliation, constatant le non-respect de l'obligation, sera adressée au contractant en recommandée avec accusé de réception.

### **Article 11 - Règlement des différends**

---

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Saint-Etienne, le

**Pour le Département,  
Le Président du Conseil général de la Loire**

**Cachet et signature**

**Pour l'association RENAITRE,  
Le Directeur**

**Cachet et signature**